

Décision n°2007-0509
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 7 juin 2007
attribuant à la société Altistream
l'autorisation d'utiliser des fréquences radioélectriques
de boucle locale radio de la bande 3,4-3,6 GHz dans la région Champagne-Ardenne

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 à L. 42-3, et R. 20-44-9-8 ;

Vu le décret du 3 février 1993 relatif aux redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion dues par les titulaires des autorisations délivrées en application des articles L. 42-1 et L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques, modifié notamment par les dispositions du décret n° 2006-13 du 5 janvier 2006 ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2005 du ministre délégué à l'industrie relatif aux modalités et aux conditions d'autorisation d'utilisation des fréquences de boucle locale radio disponibles dans la bande 3,4-3,6 GHz en France métropolitaine ;

Vu la décision n° 05-1082 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 13 décembre 2005 fixant les conditions techniques d'utilisation de la bande de fréquences 3410-3600 MHz pour les liaisons de transmission point à multipoint du service fixe ;

Vu la décision n°05-0646 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 7 juillet 2005 proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'autorisation d'utilisation des fréquences de boucle locale radio disponibles dans la bande 3,4-3,6 GHz en France métropolitaine ;

Vu la décision n°06-0765 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 25 juillet 2006 attribuant à la société Maxtel l'autorisation d'utiliser des fréquences radioélectriques de boucle locale radio dans la bande 3,4-3,6 GHz dans la région Champagne-Ardenne ;

Vu la décision n°2007-0439 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 3 mai 2007 approuvant le projet de cession à la société Altistream des autorisations d'utilisation de fréquences de boucle locale radio attribuées à la société Maxtel ;

Vu la décision n°2007-0503 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 12 juin 2007 abrogeant notamment la décision n°06-0765 attribuant à la société Maxtel l'autorisation d'utilisation des fréquences radioélectriques de boucle locale radio dans la bande 3,4-3,6 GHz dans la région Champagne-Ardenne;

Vu le courrier reçu le 31 mai 2007 par lequel les sociétés Altistream et Maxtel informent l'Autorité du maintien de leur projet de cession ;

Après en avoir délibéré le 7 juin 2007,

Pour les motifs suivants :

L'article L. 42-3 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) prévoit que la cession d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques doit s'accompagner, selon les cas, de la délivrance d'une nouvelle autorisation, de l'abrogation ou de la modification d'une autorisation existante.

Pour les projets de cession qui sont soumis à l'approbation de l'Autorité, l'article R. 20-44-9-8 du CPCE prévoit qu'à compter de la notification par l'Autorité de son approbation, le cédant ou le cessionnaire pressenti dispose d'un délai d'un mois pour, le cas échéant, informer l'Autorité qu'ils retirent leur projet de cession.

A défaut de retrait à l'expiration de ce délai, ou dès que le cédant et le cessionnaire pressenti ont confirmé le maintien de leur projet, l'Autorité délivre les nouvelles autorisations, modifie ou abroge les autorisations existantes dans les meilleurs délais.

Conformément aux conditions de procédure prévues à l'article R. 20-44-9-7 du CPCE, l'Autorité doit d'une part, abroger l'autorisation du cédant lorsque l'intégralité des conditions d'utilisation fait l'objet de la cession ou la modifier lorsque la cession est partielle, et d'autre part, délivrer une nouvelle autorisation au bénéficiaire de la cession ou modifier l'autorisation qui lui est déjà attribuée et qui porte sur la bande de fréquences considérée.

Par la décision n°06-0765 susvisée, la société Maxtel a été autorisée à utiliser pour un réseau point à multipoint du service fixe, des fréquences de boucle locale radio de la bande 3,4-3,6 GHz. dans la région Champagne-Ardenne.

Par la décision n°2007-0439 susvisée, l'Autorité a approuvé le projet de cession totale, à la société Altistream, de l'autorisation considérée.

Dès lors, par la présente décision, l'Autorité autorise la société Altistream à utiliser les fréquences de boucle locale radio de la bande 3,4-3,6 GHz dans la région Champagne-Ardenne.

Les conditions générales d'utilisation des fréquences, telles que prévues par les dispositions de la partie B de l'annexe à la décision n°05-0646 susvisée, sont fixées à l'annexe 1 de la présente décision.

Les obligations particulières de la société Altistream, qui reprennent les engagements initiaux pris par la société Maxtel dans son dossier de candidature pour la région Champagne-Ardenne, sont fixées à l'annexe 2 de la présente décision.

Décide :

Article 1 – La société Altistream est autorisée à utiliser pour un réseau point à multipoint de boucle locale radio la bande de fréquences BLR 1 : 3 465-3 480 MHz et son duplex 3 565-3 580 MHz pour du service fixe sur la région Champagne-Ardenne.

Article 2 – La présente autorisation d'utilisation de fréquences prend effet à compter de la date de la présente décision et a pour échéance le 24 juillet 2026. Deux ans au moins avant la date de son expiration, seront notifiés au titulaire les conditions de renouvellement de l'autorisation et les motifs d'un refus de renouvellement.

Article 3 – La présente autorisation d'utilisation de fréquences est notamment soumise au respect par le titulaire des conditions prévues aux annexes à la présente décision.

Article 4 – Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Altistream et publiée sur le site Internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 7 juin 2007

Le Président

Paul Champsaur

**Annexe n°1 de la décision n°2007-0509
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

**Conditions d'utilisation des fréquences de la bande 3,4-3,6 GHz
que le titulaire est autorisé à utiliser**

I Nature des équipements, du réseau et des services

I.1 Nature du réseau et des services

Le réseau qu'est autorisé à établir et exploiter le titulaire avec ses fréquences de boucle locale radio est un réseau point à multipoint utilisant les fréquences de la bande 3,4-3,6 GHz pour du service fixe.

Le titulaire est autorisé à proposer une offre de service nomade dans le respect de la définition suivante :

Une offre de service nomade est une offre de service permettant à des clients (disposant d'un équipement terminal adapté) de se connecter au réseau du titulaire en différents points couverts par son réseau, l'équipement terminal restant fixe tout au long de la communication avec le réseau de stations de base. Il peut se déplacer en dehors des temps de connexion.

Le titulaire doit proposer une offre de raccordement d'abonné en tout point couvert par son réseau, le cas échéant via un opérateur de détail. Il est autorisé à utiliser ses fréquences de boucle locale radio pour établir et exploiter des liaisons d'infrastructure point à multipoint dans la limite de 10 % des fréquences attribuées.

I.2 Zone de couverture

La zone de couverture de la présente autorisation d'utiliser des fréquences est la région Champagne-Ardenne.

I.3 Calendrier de déploiement

Conformément à la procédure de sélection, le titulaire est tenu d'utiliser les fréquences qui lui sont attribuées d'ici le 25 juillet 2008. Cette utilisation devra être effective dans chacun des départements où il bénéficie d'une autorisation d'utilisation des fréquences.

Afin que l'Autorité puisse vérifier que cette obligation d'utiliser les fréquences qui lui sont attribuées est bien respectée, le titulaire fournit à l'Autorité à sa demande les informations permettant la vérification du respect par le titulaire de cette obligation. Le titulaire sera déclaré respecter cette obligation si, dans chacun des départements de la région Champagne-Ardenne, il exploite activement un site d'émission de boucle locale radio, une offre de services est disponible et il dispose d'une clientèle.

Si le titulaire ne respecte pas cette obligation d'utiliser la fréquence dans un département couvert par son autorisation, l'Autorité pourra retirer l'autorisation d'utilisation de fréquence qu'il détient dans ce département.

Le respect de cette obligation minimale ne préjuge pas du respect par le titulaire des obligations en matière d'ampleur territoriale de déploiement qui sont consignées en annexe 2 de la présente décision.

I.4 Conditions techniques d'utilisation des fréquences de la bande 3410-3600 MHz

Le titulaire respecte les conditions techniques d'utilisation de la bande de fréquences 3410-3600 MHz pour les liaisons de transmission point à multipoint du service fixe telles que définies par la réglementation en vigueur.

II Durée de l'autorisation

L'autorisation d'utiliser les fréquences de boucle locale radio prend effet à compter de la date de la présente décision et a pour échéance le 24 juillet 2026.

Deux ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation d'utiliser les fréquences, seront notifiés au titulaire les conditions de renouvellement de l'autorisation et les motifs de non renouvellement.

III Redevances dues par le titulaire de l'autorisation

Les charges annuelles que le titulaire devra acquitter au titre de la mise à disposition et de l'utilisation des fréquences de boucle locale radio sont précisées dans le décret du 3 février 1993 modifié relatif aux redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion dues par les titulaires des autorisations attribuées en application des articles L. 42-1 et L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le cas échéant, en tant que titulaire d'une autorisation générale d'établir et d'exploiter un réseau ouvert au public et de fournir des services de communications électroniques, le titulaire est assujéti au paiement de la taxe administrative annuelle, dans les conditions prévues par la loi de finances.

IV Conditions techniques nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables

La présente partie décrit les conditions techniques que doit respecter le titulaire en vue d'éviter les brouillages préjudiciables.

On entend par « opérateur BLR » toute personne physique ou morale disposant d'une autorisation d'utilisation des fréquences de boucle locale radio délivrée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes dans la bande 3,4-3,6 GHz.

En cas de plainte en brouillage auprès de l'ANFR, les règles suivantes s'appliquent :

- Si l'une des utilisations des fréquences en cause n'est pas déclarée à la commission d'assignation des fréquences (CAF), celle-ci doit être démontée.
- Si l'une des utilisations des fréquences en cause ne respecte pas sa déclaration en CAF, celle-ci doit être mise en conformité avec sa déclaration, sinon démontée.

- Si toutes les utilisations des fréquences en cause sont déclarées à la CAF et respectent leur déclaration en CAF, celle dont la date de déclaration est la plus récente doit être démontée : la règle d'antériorité s'applique.

Par ailleurs, l'Autorité encourage la définition par les opérateurs BLR concernés de modalités spécifiques de prévention des brouillages.

IV.1 Conditions techniques applicables aux limites géographiques de l'autorisation entre opérateurs BLR utilisant la même bande de fréquence

Les fréquences attribuées au titulaire pourront être attribuées à un autre opérateur BLR sur une zone de couverture adjacente. Afin d'éviter tout brouillage entre opérateurs BLR, chacun doit respecter, à l'extérieur de la zone de couverture de son autorisation, la limite de densité surfacique de puissance suivante : $-131 \text{ dBW}/(\text{MHz}\cdot\text{m}^2)$.

Toutefois, deux opérateurs BLR ayant des zones d'autorisation adjacentes peuvent passer un accord pour permettre de dépasser cette valeur de densité surfacique de puissance : cet accord doit faire l'objet d'un contrat dont une copie est transmise à l'Autorité. Dans tous les cas, si une plainte en brouillage est déposée auprès de l'ANFR, la limite de densité surfacique de puissance de $-131 \text{ dBW}/(\text{MHz}\cdot\text{m}^2)$ devra être respectée.

IV.2 Brouillage entre utilisateurs de bandes adjacentes

Les fréquences adjacentes à celles attribuées au titulaire sont utilisées soit par des faisceaux hertziens de transport de chaînes de télévision, soit par d'autres opérateurs BLR, soit par des équipements du ministère de l'intérieur.

Le titulaire a l'obligation de ne pas brouiller des assignations antérieures et bénéficie d'une protection contre le brouillage par toutes assignations postérieures au sens de la déclaration à la commission d'assignation des fréquences (CAF).

Il appartient au titulaire s'il souhaite installer un nouveau secteur d'émission point à multipoint utilisant des fréquences qui lui sont attribuées, de prendre les mesures garantissant l'absence de brouillage par sa future installation des assignations antérieures dans des bandes de fréquences adjacentes, en faisant les calculs d'interférence entre les sites qu'ils installeront et les installations existantes. Les critères d'interférence pour évaluer ces brouillages sont les suivants :

Les interférences générées par les émissions des systèmes de boucle locale radio ne doivent pas causer une augmentation du niveau du bruit thermique du récepteur d'un faisceau hertzien point à point correspondant à une dégradation maximale de la marge de la liaison de 1 dB (cas d'un brouilleur unique) et de 3 dB (brouillage agrégé). De plus, le critère "brouillage agrégé" ne pourra être pris en compte que si le critère "brouillage unique" est préalablement respecté.

Il appartient également au titulaire de transmettre à l'Autorité les éléments permettant d'enregistrer toute nouvelle assignation au FNF, selon la procédure définie par la CAF et dans les conditions définies par l'Autorité et précisées sur son site Internet. Le respect de cette procédure conditionne les garanties réglementaires pour la protection de l'assignation vis-à-

vis des assignations postérieures pour des systèmes BLR ou d'autres services de radiocommunications.

IV.3 Conditions techniques nécessaires pour limiter l'exposition du public aux champs électromagnétiques - Partage des sites

Le partage des sites doit être systématiquement favorisé, en complément des dispositions prévues par les articles L. 47 et L. 48 du code des postes et des communications électroniques. A cette fin, il sera notamment demandé aux opérateurs, au titre du (d) de l'article L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques, de respecter les principes suivants.

- Lorsque le titulaire envisage d'établir un site ou un pylône, il doit :
- privilégier, dans la mesure du possible, toute solution de partage avec un site ou un pylône existant ;
 - veiller à ce que les conditions d'établissement de chacun des sites ou pylônes rendent possible, sur ces mêmes sites et sous réserve de compatibilité technique, l'accueil ultérieur d'infrastructures d'autres opérateurs BLR;
 - répondre aux demandes raisonnables de partage de leurs sites ou pylônes émanant d'autres opérateurs BLR.

V Obligations résultant d'accords internationaux ayant trait à l'utilisation des fréquences

Le titulaire respecte les règles définies dans le domaine des fréquences par la convention de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications), par le règlement des télécommunications internationales, par le règlement des radiocommunications, par les accords internationaux et par la réglementation de la Communauté européenne.

L'utilisation du spectre radioélectrique par les pays limitrophes peut restreindre les conditions d'utilisation de certains canaux mis à disposition du titulaire.

Ces accords peuvent être fournis, sur demande du titulaire, par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

En l'absence d'accord conclu avec l'administration du pays concerné, si le titulaire souhaite déployer des systèmes radioélectriques qui pourraient affecter le fonctionnement de systèmes radioélectriques d'autres pays, il devra préalablement à tout déploiement adresser à l'Autorité une demande de coordination de fréquences.

VI Obligations relevant de la participation à l'appel à candidatures prévu à l'article L. 42-2

Les obligations issues des engagements pris par la société Maxtel, dans son dossier de candidature pour la procédure de sélection, conduite au titre de l'article L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques, sont reprises intégralement par la société Altistream, ainsi qu'elle s'y est engagée dans le projet de cession notifié à l'Autorité.

Ces obligations se trouvent en annexe 2 de la présente décision.

VII Réseau de BLR établi et/ou exploité par un tiers

VII.1 Mécanisme de cession des fréquences par le marché secondaire

Les fréquences de boucle locale radio pourront faire l'objet de cessions sur le marché secondaire des autorisations d'utiliser des fréquences, sous réserve de leur inscription sur la liste prévue au premier alinéa de l'article L. 42-3 du code des postes et des communications électroniques. Ces cessions seront soumises à l'approbation préalable de l'Autorité, dans les conditions prévues par le décret d'application de l'article L.42-3 du code des postes et des communications électroniques.

VII.2 Exploitation des fréquences de boucle locale radio par un tiers

Le titulaire peut faire exploiter par un tiers les fréquences qu'il est autorisé à utiliser. Ces mises à disposition de fréquences sont soumises à l'agrément de l'Autorité.

Du point de vue de l'autorisation d'utilisation des fréquences, le responsable reste l'attributaire de l'autorisation d'utilisation des fréquences. L'ensemble des démarches administratives liées à cette autorisation devra être fait par le titulaire, en ce qui concerne notamment la déclaration à l'Autorité, pour transmission à la CAF des sites d'émission. En vue de cette déclaration, les coordonnées de l'exploitant devront être explicitement transmises pour une bonne prise en compte par la CAF.

Les droits et obligations inscrits dans l'autorisation d'utilisation des fréquences de BLR s'appliquent au titulaire de l'autorisation et non pas au locataire des fréquences. Le titulaire est responsable devant l'Autorité du respect de toutes les obligations contenues dans son autorisation d'utiliser la fréquence dont les conditions techniques nécessaires pour éviter les brouillages qui pourraient être le fait du locataire des fréquences.

**Annexe n°2 de la décision n° 2007-0509
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

**Obligations de la société Altistream qui reprennent les engagements pris par la société
Maxtel dans son dossier de candidature**

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des engagements souscrits dans le dossier de candidature déposé par la société Maxtel dans le cadre de la procédure de sélection. Sont reprises dans cette annexe les principales obligations conformément aux engagements souscrits dans ce dossier de candidature.

Seul l'engagement du titulaire initial de payer une somme déterminée si une bande de fréquences lui été assignée sur la région Champagne-Ardenne n'est pas reprise dans la présente annexe. Cette obligation a en effet été remplie par le titulaire initial.

Concernant les engagements et obligations pour lesquels il n'y a pas d'échéances et ceux non repris explicitement dans cette annexe, le titulaire transmet à l'Autorité à sa demande, les éléments lui permettant d'en contrôler le respect.

Les obligations citées s'entendent comme des obligations liées à l'utilisation des fréquences de boucle locale radio attribuées par la présente décision.

1 - Obligations en matière d'ampleur territoriale de déploiement

Le titulaire est soumis à des obligations de déploiement de sites équipés d'une station de base utilisant des fréquences de la bande 3,5 GHz, dans les différents types de zones et aux échéances indiquées, conformément aux dispositions de l'avis d'appel à candidature susvisé.

Conformément aux engagements pris, ces obligations sont les suivantes :

Echéances		30 juin 2008	31 décembre 2010	31 décembre 2013
Type de zone	<i>dans les unités urbaines de plus de 50 000 habitants</i>	23	32	46
	<i>hors des unités urbaines de plus de 50 000 habitants</i>	74	103	147

Tableau du nombre de sites équipés d'une station de base

Le respect de ces obligations de déploiement ne préjuge pas du respect par le titulaire de l'obligation minimale en matière d'ampleur territoriale de déploiement qui est consignée au I.3 de l'annexe 1 de la présente décision.

Le titulaire fournit à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, à sa demande, les informations permettant la vérification du respect par le titulaire des

obligations de déploiement mentionnées ci-dessus et l'évaluation des conditions d'utilisation des fréquences.

Obligation en matière de couverture

Le titulaire a l'obligation de s'assurer qu'à l'échéance de 2013, 98% de la population a au moins accès à une offre haut débit à 512 kbit/s quel que soit l'opérateur.

2 - Obligations en matière de collaboration avec les collectivités et en matière de mise à disposition ou cession de fréquences

Mise à disposition ou cession de fréquences

Sur les territoires hors unité urbaine de plus de 50 000 habitants qui seraient non couverts par le titulaire et sur lesquels une ou plusieurs collectivités territoriales souhaiteraient intervenir, directement ou via un opérateur délégataire, le titulaire a l'obligation de suivre un protocole de mise à disposition des fréquences dont il est attributaire de la façon suivante :

Les collectivités ou les opérateurs délégataires concernés, en concertation avec le Conseil régional, formalisent une expression de besoin relative au territoire concerné, en termes de service attendu, de périmètre de la zone à couvrir et de quantité de fréquences nécessaires et saisissent le titulaire des fréquences ;

Le titulaire se prononce dans un délai fixé de l'ordre de 6 mois :

- soit il s'engage à assurer lui-même le service attendu, dans un délai maximum de 2 ans ;
- soit il accepte de rétrocéder les fréquences nécessaires à la collectivité ou à l'opérateur délégataire, sous forme de cession ou de mise à disposition, pour un coût modéré et prédéfini, dans des conditions qui seront transmises sur demande à ceux-ci. Pour une demande de la collectivité ou d'un opérateur sur les zones blanches, le prix est prédéfini à 1 euro.

De la même manière, sur les territoires hors unité urbaine de plus de 50 000 habitants, le titulaire produit son calendrier de déploiement commune par commune. En cas de non-respect et après un préavis de 6 mois, le titulaire a l'obligation irrévocable de mettre à disposition le spectre nécessaire à la région ou à son délégataire dans des conditions de mise à disposition qui seront transmises sur demande à ceux-ci.

Obligation en matière de collaboration avec les collectivités

Le titulaire a l'obligation de transmettre toutes les informations nécessaires à la vérification de ses obligations de déploiements aux collectivités.

3 - Obligations en matière d'offre de gros

Le titulaire propose des offres de gros aux caractéristiques conformes aux engagements qu'il a souscrits dans son dossier de candidature à la procédure de sélection BLR.

En particulier, le titulaire a l'obligation de se positionner comme un gestionnaire d'infrastructure commercialisant des offres de gros. Il a l'obligation d'ouvrir son réseau à l'ensemble des opérateurs sans discrimination. Il a l'obligation de participer à tout comité ou toute initiative visant à normaliser les offres de service de la présente autorisation d'utiliser des fréquences au niveau métropolitain.

Obligation en matière de péréquation tarifaire

Le titulaire a l'obligation de proposer des tarifs de gros identiques quel que soit le lieu pour lequel la demande de raccordement est faite par un opérateur ou fournisseur d'accès à Internet. Il a l'obligation de négocier au minimum un contrat avec un fournisseur d'accès Internet qui assurera une offre de détail qui proposera un tarif identique sur tous les points de son réseau.

Obligation en matière de débit fourni

Le titulaire a l'obligation de proposer, via des opérateurs de détail, un débit d'au minimum 1 Mb/s sur toute la zone de couverture de son réseau BLR, pour des offres aux particuliers et pour des offres nomades.

Le titulaire a l'obligation de proposer une offre de gros qui permette des débits garantis 95% du temps de 1 Mbit/s à 10 Mbit/s pour les entreprises.

Obligation en matière de délai d'activation du service

Le titulaire a l'obligation de mettre en service :

- un accès basé sur un terminal intérieur en 5 jours ouvrés pour son offre de gros permettant aux opérateurs de détail de proposer une offre de service fixe aux particuliers ;
- et un accès basé sur un terminal extérieur en 15 jours ouvrés pour son offre de gros permettant aux opérateurs de proposer une offre de service fixe aux entreprises.

Obligation en matière de qualité de service

Le titulaire a l'obligation de rétablir pour les offres fixes aux entreprises un accès dans les quatre Heures Ouvrées qui suivent l'heure à laquelle l'opérateur a signalé le dysfonctionnement, sous réserve que la cause du dysfonctionnement est exclusivement imputable au titulaire, et ce pendant les Jours Ouvrés.

Offre de service en matière d'éligibilité

Le titulaire a l'obligation de mettre à disposition un outil qui permet de vérifier l'éligibilité des clients finals.

Obligation concernant le réseau

Le titulaire a l'obligation de déployer un point de présence opérateur et un centre de maintenance à compétences multiples dans toutes les régions exploitées.